

# Termes de référence (TDRs)

## Élaboration de documents de formation sur l'entrepreneuriat en milieu rural

**Projet : « Fanm lidè k ap lite pou gen aksè ak latè ak lapè' : Rural Women as catalysts for sustainable peace over land in Haiti »**

### 1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

<b>Pays</b>	Haïti
<b>Lieu du poste</b>	Départements du Sud et du Nord-Est
<b>Titre du poste</b>	Consultant(e) pour l'élaboration et la dispense de modules de formation sur l'entrepreneuriat en milieu rural
<b>Durée de la mission</b>	5 semaines
<b>Date de début de la mission</b>	22 octobre 2025

### 2. CONTEXTE DU PROJET

Au cours des dernières années, des crises politiques, sécuritaires et socio-économiques ont mis à l'épreuve tous les efforts consentis en Haïti et continuent à avoir un impact négatif sur la construction d'une paix durable dans le pays. L'absence de cohésion sociale diminue de plus en plus la capacité des Haïtiens et Haïtiennes à résister aux risques liés à la sécurité climatique, ce qui a un impact disproportionné sur les femmes rurales à risque et les jeunes (hommes et femmes) de 18 à 34 ans (ARRWY). Dans les zones rurales, les femmes et les jeunes femmes impliquées dans l'agriculture, le pastoralisme ou la pêche sont exposées à des niveaux élevés d'incertitude et de violence, tandis que la fragilité institutionnelle entrave la mise en œuvre de politiques efficaces en matière de changement climatique (UNCT, 2023).

Le lien entre la fragilité, le climat et l'inégalité entre les sexes exacerbe la vulnérabilité, les violations des droits fondamentaux augmentant de 333 % entre 2018 et 2019 (BINUH, 2021), en particulier l'incidence de la violence liée au sexe (HRW, 2018). L'insécurité foncière, les schémas complexes d'utilisation des terres, y compris l'exploitation minière, constituent un risque

supplémentaire d'expulsions forcées pour les communautés. La politique nationale de développement agricole et la stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté ne représentent guère les femmes et jeunes ruraux à risque (ARRWY), qui restent exclus de l'élaboration des politiques relatives à la gestion des ressources naturelles (GRN).

Les femmes ne représentaient que 2,7 % des parlementaires (FIDA, 2022) et 8 % des maires. Les restrictions à l'action des femmes découlent de croyances culturelles rigides. Alors que 45% des ménages haïtiens sont dirigés par des femmes (ONU Femmes, 2021). De plus, moins de 5% du territoire haïtien est inscrit au cadastre, et environ deux tiers des terres rurales n'ont pas de propriété formelle. Alors que 20% des hommes possèdent des terres dans les zones rurales où l'agriculture est le secteur dominant, seulement 8% des femmes possèdent des terres (Banque mondiale 2023).

Les consultations de Christian Aid (2023) ont révélé que les femmes rurales du Nord-est et du Sud d'Haïti sont affectées par un faible niveau d'éducation, un mécontentement à l'égard des processus de gouvernance, l'absence de mécanismes de consultation démocratique, la peur de la violence et de la sécurité, ainsi que par les rôles sociaux traditionnels.

Les personnes déplacées et les migrants rapatriés de la République Dominicaine cherchant à obtenir des droits fonciers provoquent aussi de violentes tensions avec les communautés d'accueil dans les départements du Sud et du Nord-est, dont à Ouanaminthe, Ferrier et Capotille (CA, 2023).

À Camp-Perrin et dans d'autres communes du département du Sud, les conflits liés à la terre sont principalement dus à la division de l'héritage. Le manque de connaissance des réglementations sur l'héritage foncier, le manque de compréhension entre les détenteurs du pouvoir, associés à un système patriarcal, signifient que les femmes rurales n'entreprennent même pas des processus devant leur permettre la jouissance de leur droit. À Torbeck et à Chardonnières, bien qu'elles aient des droits légaux, les femmes sans titres fonciers perdent souvent leurs terres et leurs possibilités de compensation. À Aquin, les femmes rurales ont été victimes d'agressions qui les ont forcées à quitter leur propriété lorsque des hommes ont décidé d'occuper leurs terres. Ces dynamiques ont aggravé les impacts sexospécifiques de la fragilité, des conflits et de la violence.

Cette réalité compromet les perspectives d'une paix durable dans le pays. Les interventions du projet « **Fanm lidè k ap lite pou gen akse ak latè ak lapè** » visent à répondre à deux problèmes

latents de la société haïtienne, l'inégalité entre les sexes et la gestion des ressources naturelles. Donc, une série de formations en présentiel sera organisée pour **200 femmes et jeunes** issus de **10 réseaux ou institutions de la société civile** répartis dans **10 communes** du pays. Elle a pour objectif d'atténuer les conflits liés aux ressources. A l'issue de ces formations, les bénéficiaires acquerront des compétences en planification, gestion financière, communication, élaboration de plans d'affaires pour développer des plans d'affaires pour une mise à l'échelle intelligente sur le plan climatique et être en mesure de concevoir des initiatives résilientes face au climat.

En somme, l'élaboration de **documents de formation de qualité en français et en créole haïtien** est essentielle pour assurer la cohérence et l'efficacité pédagogique des interventions.

### **3. JUSTIFICATION DE LA PRESTATION**

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet soutenu par le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (Peace Building Fund :PBF), le consortium formé des organisations MOUFHED, CE-JILAP, SJM Haïti et Haïti Survie, sous la coordination stratégique de Christian Aid, s'engage dans un processus de renforcement des capacités des jeunes femmes et filles à travers des formations sur le leadership, l'autonomisation et la consolidation de la paix.

Ce projet vise à former 200 « entrepreneurs » femmes et jeunes issues de 10 réseaux ou institutions de la société civile, déployées dans 10 communes. Ces formations portent notamment sur la planification, la gestion financière et la communication, renforçant ainsi leurs capacités à élaborer des plans d'affaires pour une mise à l'échelle intelligente face au climat.

C'est dans ce contexte qu'Haïti Survie lance le présent appel à consultance pour recruter un(e) consultant(e) ou un cabinet chargé de produire les documents de formation et de dispenser ces formations lors de sessions en présentiel. Ces documents doivent être rédigés en français et en créole haïtien, culturellement adaptés, pédagogiques et ancrés dans la réalité locale des bénéficiaires.

La production de ces supports vise à :

- Renforcer les capacités des participant.es à élaborer des plans d'affaires pour une mise à l'échelle intelligente face au climat.

- Doter les participant.es des compétences pour piloter des initiatives vertes intelligentes sur le plan climatique, atténuant les conflits liés aux de ressources naturelles (RN).
- Renforcer la qualité et la cohérence des contenus pédagogiques proposés aux bénéficiaires du projet.
- Faciliter la répliquabilité des sessions de formation dans les différentes communes ciblées et avoisinante pendant et après le projet.
- Outiller les femmes et les jeunes dans leur élan entrepreneurial et défenseur du climat et de la paix.

Les supports produits seront validés à travers un processus collaboratif avec les partenaires de mise en œuvre du projet.

#### **4. OBJECTIF DE LA MISSION**

Produire une série de **documents de formation en français et en créole haïtien** destinés à accompagner la formation des entrepreneur(e)s sur les thématiques suivantes :

- La planification
- La gestion financière
- La communication
- Le développement des plans d'affaires

#### **5. RESULTATS ATTENDUS (LIVRABLES)**

Le ou la consultant(e) devra livrer :

1. Un **plan de formation** structuré
2. Un **manuel du participant** (en français et en créole) pour chaque thématique
3. Un **guide du formateur** incluant les méthodologies et instructions d'animation
4. Des **supports pédagogiques** annexes : fiches, études de cas, exercices pratiques, etc.
5. Un **PowerPoint standardisable** pour accompagner les présentations

Tous les livrables doivent être fournis en français et en créole haïtien, dans des formats modifiables (Word, PowerPoint).

## 6. PROFIL DES PARTICIPANT.ES

Les participant.es ciblé.es dans le cadre de ces formations sont :

- Femmes et jeunes leaders issus de 10 réseaux ou institutions de la société civile, répartis dans 10 communes du pays.
- Personnes engagées dans des initiatives locales liées à la gestion des ressources naturelles, la cohésion sociale et/ou la résilience climatique.
- Participant.es présentant un potentiel de leadership communautaire et capables de jouer un rôle actif dans la médiation et la prévention des conflits.
- Individus ayant un intérêt ou une expérience de base en organisation communautaire, activités génératrices de revenus ou gestion associative.
- Capacité à partager les acquis des formations au sein de leur réseau ou organisation, afin d'assurer un effet multiplicateur.

## 7. MÉTHODOLOGIE PROPOSÉE

Le ou la consultant(e) retenu(e) ou le cabinet devra proposer une méthodologie rigoureuse, participative et adaptée au contexte rural haïtien, en lien avec les besoins spécifiques du projet. La démarche devra s'appuyer sur les éléments suivants :

- **Une revue documentaire** des documents pertinents existants, notamment les modules de formation déjà produits par les partenaires, les référentiels de compétences en leadership féminin, les études sur les droits des femmes et les cadres juridiques haïtiens en matière foncière et de gouvernance ;
- **L'analyse des besoins pédagogiques** à partir des objectifs de formation du projet, en concertation avec les partenaires de mise en œuvre ;
- **La structuration des contenus** de formation autour des thématiques prévues : La planification, la gestion financière, la communication et le développement des plans d'affaires ;

- **L'utilisation d'une approche interactive** et inclusive dans la formulation des contenus : exemples concrets, études de cas, outils visuels, exercices pratiques, jeux de rôle, etc., avec une adaptation linguistique et culturelle au contexte haïtien ;
- **La production des supports**, prêts à l'usage pour des sessions en présentiel, avec clarté, cohérence, et respect des principes d'éducation populaire ;
- **Une restitution intermédiaire** auprès des partenaires pour validation des versions provisoires avant finalisation des documents définitifs.

Le/la consultant.e devra également proposer un **plan de travail clair** précisant les étapes, les livrables attendus et les délais correspondants.

## 8. LIVRABLES ATTENDUS ET CALENDRIER

Le/la consultant(e) devra soumettre les livrables suivants, en version électronique (formats Word et PDF), en français et en créole haïtien. Tous les documents seront transmis par courriel, et au besoin sur clé USB.

<b>Livrable</b>	<b>Description</b>	<b>Date de livraison</b>
<b>Plan de travail détaillé</b>	Document précisant la démarche méthodologique, le calendrier de travail, la liste des modules à produire par thématiques, les références mobilisées	Semaine 1
<b>Version provisoire des modules de formation</b>	Première version des contenus de formation, structurés avec exercices, études de cas, exemples pratiques	Semaine 2-3
<b>Sessions de formation &amp; Version révisée après feedback</b>	Formations des 200 entrepreneurs Modules enrichis et ajustés suite aux retours des partenaires et des participants aux formations	Semaine 4-5
<b>Version finale validée</b>	Documents de formation finalisés, prêts à l'usage, présentés sous un format pédagogique clair et harmonisé	Semaine 5

*NB : En fonction de l'accord avec le consultant, une réunion de présentation en visioconférence pourra être prévue pour présenter les documents finaux.*

## **9. DURÉE DE LA MISSION**

La mission est prévue pour une période maximale de **5 semaines** à partir de la signature du contrat.

## **10. LIEU DE LA MISSION**

La mission relative à l'élaboration des documents de formation peut être réalisée à distance. Par ailleurs, le volet relatif à la réalisation des séances de formation nécessite une présence physique sur le terrain dans le Nord'Est (Fort-Liberté, Ferrier, Ouanaminthe, Capotille) et le Sud (Aquin, Cavillon, Camp-Perrin, Torberk, Côteaux, Chardonnières).

## **11. PROFIL RECHERCHÉ**

Le ou la consultant(e) devra répondre aux critères suivants :

- Expérience avérée en élaboration de supports pédagogiques et de formations participatives, 3 ans minimum
- Excellente maîtrise de notions entrepreneuriales
- Excellente maîtrise du français et du créole haïtien (écrit et oral)
- Bonne compréhension des questions de genre, de leadership féminin, de développement communautaire
- Capacité à respecter les délais et à livrer des documents de qualité
- Expérience dans le renforcement des capacités des OSC est un atout

## **12. SOUMISSION DES CANDIDATURES**

Les candidats(es) intéressés(es) sont invités(es) à soumettre :

- Un CV actualisé
- Une proposition technique (comprenant une brève méthodologie, les contenus des modules un calendrier de production)
- Une proposition financière

Le consultant ou la consultante devra soumettre une **offre financière détaillée et justifiée** en accompagnement de sa proposition technique. Cette offre devra être exprimée en gourdes (HTG) et inclure l'ensemble des coûts liés à la prestation, y compris :

- Les honoraires professionnels pour l'élaboration des documents de formation ;
- Les éventuelles taxes ou frais applicables ;

- Toute autre dépense jugée nécessaire à la bonne exécution du mandat.

L'offre financière devra être **clairement ventilée**, en précisant les coûts par type de livrable ou d'activité (ex. : élaboration des modules, révisions, intégration des commentaires, etc.). Elle doit être **accompagnée d'une note explicative** justifiant les montants proposés.

### **Conditions de paiement**

Le paiement se fera en trois (3) tranches comme suit :

- **1re tranche : 30 %** à la signature du contrat et après validation du plan de travail et de la structure détaillée des modules de formation.
- **2e tranche : 40 %** à la soumission des premières versions des documents de formation, après revue initiale par l'équipe du projet.
- **3e tranche : 30 %** à la livraison finale et à l'approbation des documents définitifs, intégrant toutes les modifications demandées.

Les dossiers doivent être envoyés **au plus tard le 10 octobre 2025 à 3 h 00 PM (heure d'Haïti)** à l'adresse suivante : [secretariat@hsurvie.org](mailto:secretariat@hsurvie.org)

*PS.- Une préférence sera accordée aux candidat(e)s basés(e)s en Haïti, notamment dans le Sud ou dans le Nord-Est afin de faciliter la compréhension du contexte, la dispense des formations et les échanges avec l'équipe du projet.*

## Annexe A. FORMULAIRE D’EVALUATION

La proposition des soumissionnaires comprendra une offre technique qui compte pour soixante-dix pourcent (70%) de la pondération globale et une offre financière qui contribue pour trente pourcent (30%).

Les propositions technique et financière des candidat (es) seront évalué(es) selon la matrice ci-après :

<b>FORMULAIRE D’EVALUATION</b>			
<b>Titre du poste :</b> Consultant(e) pour l’élaboration de documents de formation sur l’entrepreneuriat en milieu rural.			
<b>Critères d’évaluation</b>	<b>Sous-critères</b>	<b>Note maximale</b>	<b>Note obtenue</b>
<b>1. Offre technique (70 points)</b>			
<b>a. Compréhension du mandat et pertinence de la méthodologie.</b>	Clarté de la compréhension du contexte, pertinence des approches proposées.	20	
<b>b. Pertinence du plan de travail et chronogramme</b>	Cohérence du calendrier, faisabilité, logique des étapes	10	
<b>c. Expérience du / de la consultant(e)</b>	Expériences similaires, connaissance du contexte haïtien, références pertinentes.	15	
<b>d. Compétences des membres de l’équipe (si en équipe)</b>	Qualification, répartition claire des rôles, équilibre des expertises.	10	
<b>e. Outils et méthodes</b>	Qualité des outils et méthodes didactiques proposées	10	
<b>f. Prise en compte du genre et de l’inclusion.</b>	Capacité à intégrer une approche sensible au genre dans les méthodes et résultats.	5	
<b>Total Offre technique</b>		<b>70</b>	
<b>2. Offre financière (30 points)</b>			
<b>a. Pertinence du budget proposé</b>	Justification des coûts, équilibre avec les activités proposées	10	
<b>b. Coût total de la prestation</b>	Évaluation selon la formule suivante : $\frac{\text{Offre la moins chère}}{\text{Offre proposée}} \times 20$	20	
<b>Total Offre financière</b>		<b>30</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>		<b>100</b>	